

## Essai 1

# PROBLÈMES ACTUELS DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

FRANZ J. HINKELAMMERT

Nous ne saurions traiter des problèmes actuels<sup>1</sup> de l'économie politique sans savoir ce qu'il faut entendre par « économie politique ». La signification littérale du terme même nous est en réalité, à ce propos, de peu de secours. Nous savons que l'économie entretient une relation étroite avec la politique. Tout problème économique a sa dimension politique et tout problème politique sa dimension économique. Des programmes économiques déterminés requièrent du pouvoir tant économique que politique des solutions politiques déterminées. Encore qu'il ne s'agisse point là d'une relation toute mécanique et qu'on y puisse même trouver des exceptions tout à fait explicables, nous savons qu'une politique ultralibérale comme celle que recommande l'école de Chicago doit s'accompagner d'un État répondant aux exigences de la Sûreté nationale, tel qu'on en vit apparaître la formule en Amérique du Sud, et qu'il n'est point non plus d'État libéral possible sans l'appui d'une politique de réformes sociales, souvent des plus radicales. Nous savons également qu'une économie socialiste s'accompagne d'un système politique de caractère particulier dont l'expression est généralement une certaine bureaucratization de l'exercice du pouvoir politique et la prédominance d'un parti unique informant ce dernier dans la totalité de sa structure. Nous savons encore que de choisir entre telle ou telle possibilité ne peut être une question d'arbitraire et que le degré de développement économique préconditionne les possibilités d'implantation de schèmes économiques ou politiques déterminés.

Il est certain qu'il existe diverses manières d'envisager la relation de l'économie à la politique. Dans la tradition bourgeoise libérale, on

1. Conférence prononcée en mars 1980 pour la séance d'ouverture du colloque : « Économie et planification du développement » qui s'est tenu à l'Université nationale autonome du Honduras (Tegucigalpa).

y verrait volontiers une simple interdépendance entre l'une et l'autre, tandis que dans la tradition marxiste l'économique représenterait plutôt l'instance suprême. Mais quelles que soient les raisons d'une telle différence – dont il n'est pas si assuré qu'elle soit exacte –, la liaison étroite qui est entre l'une et l'autre de ces deux instances n'est que bien rarement contestée. À coup sûr, c'est surtout la théorie néo-classique qui tend souvent à faire oublier cette corrélation, décollant alors vers des modèles faits de présupposés théoriques arbitraires dont elle tire de telles conséquences que c'est à peine si l'espace politique paraît encore jouir de quelque existence. Mais un tel reproche n'est pas non plus toujours vrai. On pouvait déjà s'en apercevoir chez les fondateurs de la doctrine. Tandis que Bohm-Bawerk ou Jevons ne tiennent aucun compte de la réalité économique et politique de leur temps, évoluant dans la pureté des abstractions, Marshall est un homme dont les analyses en matière économique et politique sont d'une acuité pénétrante et qui déroule ses schèmes théoriques en faisant effectivement cas de l'aspect réel des choses. Les modèles abstraits, dont il maîtrise le maniement, font figure de simples notes dans un texte totalement consacré à l'analyse concrète des faits de l'économie, où l'on n'oublie jamais non plus les implications politiques des rapports économiques. Mais il faut dire aussi que, pour en rester au terme même d'« économie politique », Marshall n'appartient certainement pas au courant de pensée d'une économie politique entendue au sens de Jevons ou de Bohm-Bawerk.

Ainsi donc, si c'est d'économie politique que nous traitons, nous nous référerons simplement à des pensées qui prennent effectivement en compte la corrélation qui est entre l'économique et le politique. Comme nous le verrons, nous pencherions plutôt vers cette conception propre à l'économie politique selon laquelle la relation existant entre l'économique et le politique ne va pas sans l'existence d'une suprême instance de nature économique, tandis que, pour d'autres conceptions, cette même relation ne serait qu'une « interdépendance entre deux instances », ou encore, d'après Eucken, « une interdépendance entre deux ordres ». Disons maintenant que la thèse d'une instance dernière qui soit de nature économique présuppose une certaine façon de se représenter l'économique, le fait étant que, dans la tradition de l'économie politique, l'économie n'est pas entendue à la façon de l'école néo-classique. Il en ressort que, sans l'étude précisément de cette différence, il n'y aurait aucun sens à discuter de la thèse d'une suprême instance économique du politique.

Voilà qui nous oblige à une seconde observation. D'un côté, nous venons de voir que l'économie politique ne tient pas son existence de la seule reconnaissance d'une corrélation étroite entre l'économique et le politique ; d'un autre, il nous faut prendre garde à ne pas tomber dans l'erreur fréquente qui paralyse aussitôt toute discussion sur l'économie politique en général. Nous faisons allusion à l'identifica-

tion qui est faite très couramment de l'analyse économique-politique avec l'économie politique marxiste. L'économie politique marxiste – ou, pour mieux dire, socialiste – est un courant particulier du genre constitué par l'économie politique. Il a toujours existé, nous semble-t-il, – pour se renforcer de nos jours – une économie politique bourgeoise dont l'histoire est, de fait, beaucoup plus ancienne que celle de l'économie politique socialiste. Dans le cadre de la pensée économique, l'économie politique n'a pas pour antipode la pensée économique bourgeoise, mais la pensée néo-classique. Le fait est d'importance si l'on veut comprendre tout ce qu'il se passe dans l'économie politique d'aujourd'hui et quels en sont effectivement les problèmes. Nous ne pouvons davantage nous borner à simplement identifier les acquis de la pensée néo-classique avec la pensée bourgeoise. La pensée néo-classique aboutit, elle aussi, à des connaissances qu'il n'y a pas lieu de confondre avec le choix qu'elle fait implicitement de la société bourgeoise. Disons, pour résumer cette première partie de notre analyse, que nous en sommes à écarter un certain élément et à dégager l'opposition de deux pôles, sur la base de quoi nous poursuivrons notre travail. Nous écartons le fait qu'il y aurait à reconnaître ou non, dans la corrélation existant entre l'économie et le politique, un élément décisif pour la problématique dont nous entendons débattre. Ce que nous dégageons, en revanche, c'est que nous opposerons l'un à l'autre deux pôles. Ce seront, d'un côté, la pensée bourgeoise et, de l'autre, la pensée socialiste, arguant pour ce faire des choix, en matière de système économique, dont ces pensées procèdent. Nous soutenons là-dessus qu'il existe effectivement de tels choix, quand bien même les élaborations théoriques à quoi ils donnent lieu ne les rendraient point explicites et refuseraient même de les reconnaître. Nous entendons nous servir de ces dénominations, « bourgeois », « socialiste », dans un sens purement objectif, sans rien y mêler encore, et qui serait trop anticiper, de nos propres choix. Par ailleurs, nous introduisons une opposition entre économie politique et théorie économique néo-classique. L'analyse qui va suivre partira de cette seconde opposition, en s'abstenant de l'identifier *a priori* avec la première.

Il nous faut maintenant dégager l'élément théorique central qui nous permet de faire état de cette dernière opposition. Quel que soit le risque contenu dans cette proposition, nous n'hésitons pas à dire que ce qui fait la différence entre ces deux figures contraires de l'économie, ce sont les points de départ radicalement différents de l'une et de l'autre. Pour l'économie politique comme telle, c'est sur la question de la reproduction des moyens de production que toute l'économie repose, tandis que pour la théorie néo-classique, ce sera sur la meilleure affectation des ressources. Nous pourrions ainsi remplacer l'opposition économie politique-théorie néo-classique par une autre qui serait reproduction-affectation. Je vais tenter une explication de

cette dernière opposition, afin de pouvoir m'en servir dans l'analyse qui suivra. La pensée économique a pour la première fois pris la forme d'une économie politique avec ceux qui en furent les principaux représentants, à savoir Adam Smith, Malthus et Ricardo. Ceux-ci avancent leur propre conception en prenant appui sur la reproduction des moyens de production, ce qui les conduit à la théorie selon laquelle le salaire repose sur la nécessité du maintien de la capacité de travail ouvrier et est donc indépendant des raretés relatives existant sur le marché. C'est sur une telle base que Malthus construit sa théorie de la reproduction de la population. À côté de la reproduction de la force de travail apparaît également la reproduction de l'appareil productif lui-même : pour qu'il y ait continuité de la production, il faut assurer le remplacement ininterrompu de l'appareillage usagé, ce qui veut dire sa reproduction. De ce point de vue, tout ce que la décision suppose d'alternatives possibles est subordonné, dans la société capitaliste, à ce cadre économique objectif. C'est pourquoi l'on voit déjà, chez ces auteurs, l'économie apparaître à la fois comme la reproduction des moyens de production et comme l'instance suprême, comme le principe limite objectif, de toutes les décisions politiques, sans oublier la médiation de la structure de classe qui l'accompagne. L'économique, dans ce cas, revient à ceci : reproduction de la force de travail et de l'appareil productif. L'économie politique de Marx adopte ce même point de vue, mais en centrant le problème de la reproduction des moyens de production sur la reproduction d'un seul facteur : l'homme. La reproduction matérielle de la vie humaine apparaît alors comme l'instance dernière de toutes les décisions économiques et politiques, tous les autres facteurs – ce sera chez Marx l'appareil productif *plus* la nature – ne venant qu'en conséquence de la reproduction de la vie humaine. En partant de ce point de vue, Marx obtient une transformation de l'économie politique bourgeoise au moyen de ce qu'il en nomme la « critique », en affirmant que seule la transformation de la société bourgeoise en société socialiste est en mesure d'assurer une telle reproduction.

C'est de cette manière que prend place, à côté de l'économie politique bourgeoise, une économie politique socialiste, que Marx appelait « socialisme scientifique ».

Il arrive alors que, devant une alternative aussi radicale, la pensée bourgeoise opère un renversement non moins radical qui donnera naissance à la théorie néo-classique – ce qu'elle fait en renonçant, au niveau théorique, à ce qu'il y avait d'essentiel dans la conception de l'économie politique traditionnelle, grâce à une faiblesse manifeste de l'économie politique antérieure, qui lui sert alors de point d'appui. Chez tous ses représentants, en effet – de Smith à Marx – on note pratiquement l'absence d'un problème économique, tout juste mentionné de façon marginale, et dont l'école néo-classique se fera un drapeau : l'affectation optimale des ressources. Avec cela disparaît

toute la conception antérieure de la reproduction, qui ne se maintient que de façon dissimulée dans l'école néo-classique comme reproduction de l'amortissement du capital – sans plus de discussion de la précédente problématique. Bien que de nos jours la discussion de l'affectation des ressources déborde largement la seule école néo-classique, c'est à celle-ci que revient sans nul doute le mérite théorique d'avoir développé cette problématique. Mais elle la portera en même temps à sa limite, jusqu'à en biffer l'économie politique proprement dite de la pensée économique même. L'économie est conçu à présent comme un champ de décisions où il s'agit d'adapter des moyens limités à des fins données en raison, soit des goûts des consommateurs, soit de motivations politiques promouvant au rôle de dernière instance les décisions politiques elles-mêmes relativement aux goûts des consommateurs, en tant que citoyens électeurs, ce qui nous mène à une théorie correspondante de la démocratie. Ce sont alors les consommateurs qui, en apportant leurs revenus sous forme de demande, déterminent les buts, la production étant le milieu dans lequel l'orientation répondant au critère du profit conduit à la satisfaction optimale des demandes exprimées. Il existe donc, pour la théorie néo-classique, une table des fins, qui est de nature extra-économique, comme expression d'une demande dérivée des revenus des consommateurs, et sur quoi se règle tout l'effort productif. Nous avons là affaire à une conception de l'économie pour laquelle il n'y aurait aucun sens à poser quoi que ce soit comme suprême instance économique, qui est cependant d'une telle importance en économie politique.

L'économie néo-classique est vite devenue la pensée dominante dans le monde bourgeois et ses universités. C'est également sa position qu'adopte le courant principal de la sociologie, qui lui donna son expression la plus générale avec la méthodologie de Max Weber et son attitude caractéristique à l'égard des jugements de valeur. Il y eut donc, entre l'économie politique et la théorie de l'affectation des ressources sous sa forme néo-classique, un affrontement qui devait conduire cette dernière à devenir la pensée bourgeoise dominante. S'il se trouve que cette transformation de la pensée bourgeoise est effectivement liée à l'apparition de l'économie politique marxiste, il n'y a pas lieu néanmoins de la réduire à cette seule position « apologétique ». D'un côté, elle sut donner au problème de l'affectation optimale des ressources son développement théorique, qui ouvrait dans le domaine économique une perspective nouvelle que nul n'avait soupçonnée. D'un autre côté, l'école néo-classique rompait aussi bien que l'économie marxiste avec l'économie politique bourgeoise, tandis que se produisaient en même temps des pensées de type socialiste d'inspiration clairement néo-classique, telles que celles d'Oscar Lange (dans les années 30), Horyat, Venek, et de l'école qui s'en réclame.

Certains éléments de l'économie politique bourgeoise réapparurent ces derniers temps avec le développement de nouvelles théories critiques opposées aux néo-classiques. Elles furent soutenues d'un côté par Keynes, qui insistait à nouveau sur la nécessaire reproduction de la force de travail et qui cherchait dans ce but quels instruments politiques pouvaient se montrer aptes à y satisfaire, et d'un autre, avec un moindre impact politique, par Schumpeter. C'est surtout Keynes, néanmoins, qui reste en liaison étroite avec l'école néo-classique, notamment avec sa théorie du capital.

Il revenait forcément à l'économie politique marxiste, en revanche, d'affronter la nouvelle problématique de l'affectation des ressources, et elle parvint en effet à une formulation satisfaisante de ses positions dès la fin des années 30 (Kantorovitch).

Si nous voulons entrer maintenant dans la problématique actuelle de l'économie politique, nous ne pouvons que donner une esquisse de ce qui peut représenter l'attitude de base d'une économie politique pour aujourd'hui. Son point de départ étant dans la nécessité d'une reproduction matérielle, l'économie politique est tenue de revenir à cette thèse qui lui est propre que, entre toutes les décisions émanant des consommateurs ou des producteurs, ne sont viables que celles qui ne portent pas atteinte à cette reproduction du procès productif même. Elle ne prétend point à déduire de là les valeurs spécifiques de la société, mais bien au contraire à déterminer logiquement ainsi le cadre préalable dans lequel pourront être prises la multiplicité des décisions incombant à l'économie. Le bon fonctionnement de la reproduction ne permet pas qu'il soit objectivement possible de retenir la totalité des décisions ou aspirations subjectivement recevables. La reproduction impose par conséquent un cadre objectif à l'intérieur duquel l'affectation optimale des ressources puisse à présent trouver un sens. Ce qu'une telle affectation peut présenter d'exigences est donc d'ordre secondaire, fussent-elles être de la plus haute importance et se montrer nécessaires et contraignantes. L'économie politique englobe par conséquent – ou du moins est en disposition d'englober – la préoccupation théorique des néo-classiques, tandis que la pensée néo-classique exclut les préoccupations de l'économie politique dans la mesure où elle soutient que l'affectation optimale des ressources est à la racine du problème économique.

Nous avons également ici la raison du conflit qui oppose l'économie politique et la théorie néo-classique. À supposer même qu'il soit possible d'inscrire la problématique de l'affectation dans le cadre de l'économie politique, la théorie néo-classique, avec cette exclusivité qu'elle accorde à l'affectation des ressources, ne peut laisser place aux préoccupations théoriques de l'économie politique. Dans la mesure où la théorie néo-classique radicalise son insistance sur l'affectation des ressources, et quels que soient les résultats effectivement obtenus, elle se transforme en idéologie.

Voilà qui nous permet d'aborder maintenant les problèmes de l'économie politique. En tant que théorie fondée sur la reproduction des moyens de production, son caractère nécessaire ainsi que son importance ne seront néanmoins rendus manifestes que si le système économique actuel devait connaître une crise due précisément à son incapacité d'assurer une telle reproduction.

Revenons donc aux principaux éléments permettant d'en juger, tels qu'ils découlent de la façon d'envisager la reproduction en matière d'économie politique, en les concrétisant dans le sens de notre discussion :

1) La reproduction matérielle de la vie humaine est, pour la vie de tout homme, et donc pour sa liberté, l'instance suprême : un homme mort – ou menacé de mort – n'est plus libre, quel que soit le contexte social dans lequel il vit. Entend-il être musulman, bouddhiste, chrétien, libéral ou communiste, il lui faut, pour l'être, vivre une vie matérielle, ce choix ne lui étant possible que s'il est en vie. Les conditions de la reproduction de la vie matérielle constituent donc un *a priori* pour chacune de ses décisions, à moins qu'il ne décide de mourir.

2) La reproduction des éléments dépendant de cette reproduction matérielle de la vie. Il s'agit de la reproduction permanente de l'appareil productif – remplacement et investissement nets – et de la nature elle-même, la vie humaine matérielle ne pouvant se reproduire que dans une relation d'échange avec elle. De la nécessité même de reproduire la vie humaine matérielle découle cette autre nécessité qui est d'assurer la reproduction de la nature ou, dans les termes d'aujourd'hui, de l'environnement. L'environnement n'est pas une fin en soi, mais la médiation matérielle indispensable de la reproduction de la vie humaine au sens matériel.

Il s'impose, en économie politique, de garder toujours en chantier, et de remanier sans cesse suivant les circonstances, ce cadre objectif et matériel de la liberté humaine qui conditionne inévitablement la liberté du consommateur proprement dit, à quoi la théorie néo-classique ramène tout le problème de la liberté. Celle-ci en devient ainsi tout illusoire.

Réduite de la sorte à l'illusion, la liberté n'est plus d'aucun usage. Toute la problématique actuelle de l'économie politique vient de là. Elle est d'origine à la fois pratique et théorique.

Dans le monde bourgeois d'aujourd'hui, les carences de la reproduction des moyens de production se font sentir d'une façon nouvelle et plus pressante que jamais. Les grandes nations elles-mêmes en ont fait l'expérience, encore que de manière limitée. Cela s'est manifesté avec beaucoup plus de violence dans les nations subalternes, allant jusqu'à menacer la stabilité des États centraux, au point que les organismes supérieurs qui déterminent leur politique impériale à l'égard des nations subalternes en ont été contraints, relativement à ces

dernières, de changer leur façon de voir. Nous voulons parler de l'extrême misère qu'on y trouve, du rejet de leurs producteurs potentiels hors du système de la division mondiale du travail, débouchant sur un chômage de proportions dramatiques, de l'explosion démographique, de la destruction progressive de l'environnement et du gaspillage effréné des matières premières. Autant de problèmes dus aux échecs essuyés dans la reproduction des moyens de production et dont les suites risquent de n'être pas moins désastreuses que celles d'une guerre atomique. C'est l'existence même du système mondial qui est en jeu et jusqu'à celle peut-être de la vie humaine.

Dans la mesure où ce système mondial doit son organisation à l'action d'un centre de type impérial, ce centre (les États-Unis) se doit de façonner une politique capable d'affronter de tels problèmes. Mais ce n'est pas seulement ce centre impérial, c'est le monde bourgeois tout entier qu'envahissent et que tourmentent des problèmes dont l'existence avait été signalée par les théories bourgeoises il y a plus d'un siècle. Il n'existe pas même un minimum de catégories qui soient en mesure d'expliquer la situation, et l'on sait que, sans un minimum d'élucidation théorique, il ne peut être tracé de politique cohérente.

Dans le champ économique, l'incapacité de la théorie néo-classique à fournir des catégories interprétatives applicables aux crises qui surgissent est manifeste, et elle s'en trouvera bien vite désemparée lorsqu'elles seront là. De fait, insister exclusivement, comme elle le fait, sur la meilleure affectation des ressources ne peut vouloir dire qu'une chose : quelle est la « meilleure » manière de conduire la société à sa propre ruine ? À l'homme qui meurt de faim on peut bien montrer comment choisir, avec ses moyens limités, la tombe qui lui offrira la plus grande utilité marginale, mais non pas comment échapper à la tombe. Il faut néanmoins à la bourgeoisie de l'empire américain<sup>2</sup> trouver d'autres solutions.

Dans un tel climat d'ensemble et sous la pression de la nécessité, force fut donc de revenir à l'élaboration de conceptions théoriques applicables au problème de la reproduction des moyens de production. Reproduction de la vie humaine, emploi, environnement, il faut trouver à tout cela une solution. Du point de vue de la bourgeoisie américaine, les solutions qui seront apportées aux problèmes posés là devront être de telle nature que l'empire central lui-même y trouve sa stabilité.

Cette crise générale de la reproduction des moyens de production donna lieu, après la Seconde Guerre mondiale, à une revitalisation progressive de l'économie politique. Mais il se trouve que la seule pensée à avoir suivi cette ligne et sur laquelle se pût fonder une telle revitalisation était l'économie marxiste, pour avoir été effectivement

2. Littéralement : « la bourgeoisie impériale ». Cela ne désigne pas la bourgeoisie impérialiste en général, mais celle de l'« empire américain ». Voir essai thématique 2, « La théologie de l'empire américain », p. 277-291 (N.d.T.)

la seule à bénéficier de quelque élaboration de longue durée. Il s'ensuivit pour cette raison un essor imprévisible de l'économie politique marxiste, qui la fit entrer dans les années 60, et pour la première fois de son histoire, dans l'enceinte même des universités bourgeoises, quoique de façon très mesurée.

Mais ce qu'il y a de plus saisissant encore, c'est le fait que, dans la même décennie, on vit se produire de nouveau quelque chose qui, il y a un siècle, n'avait presque aucune existence : une économie politique bourgeoise prenant appui sur une acception, à vrai dire souvent arbitraire et déformante, précisément de l'économie politique marxiste. Les universités bourgeoises n'ayant pas produit de pensées qui fussent en mesure de s'adapter aux sommations de la nouvelle problématique, cette nouvelle économie politique bourgeoise fut tenue, pour démarrer, de s'arranger de ce qu'elle avait sous la main. Et ce qu'elle avait sous la main, c'était l'économie politique marxiste.

La nouvelle économie politique bourgeoise ne pouvait pas voir le jour dans les universités, qui n'y étaient pas préparées, autrement que d'une façon tout à fait exceptionnelle. Elle apparut par conséquent dans les départements d'étude et de planification des organismes politiques mêmes où s'élabore la politique de l'empire américain, ou du moins dans des milieux qui leur sont étroitement liés. Le Club de Rome d'une part, pour ce qui touche à l'environnement et à la réorientation de l'étude des populations, de plus en plus perçue comme faisant partie intégrante de l'étude de la reproduction de la société elle-même ; l'effort fourni par la Commission trilatérale d'autre part, pour introduire une vision mondiale de la reproduction économique, conçue comme la condition de la stabilité sociale ; Robert McNamara en personne enfin, avec la Banque mondiale, ainsi que dernièrement la Commission Willy Brandt des Nations unies : voilà qui représente les efforts accomplis dans ce sens et que suivirent grand nombre d'institutions de même orientation. L'économie politique bourgeoise, qui, voilà un siècle, semblait avoir touché à sa fin, opéra ainsi son retour à partir des centres de pouvoir mêmes de l'empire américain, prenant rapidement ses distances à l'égard de l'économie politique marxiste. Mais il ne fait pas de doute qu'elle procède pour une bonne part d'une transformation et d'une adaptation de cette même économie marxiste en fonction des fins impérialistes poursuivies. Ce n'est pas un hasard si le fondateur de la Commission trilatérale, Zbigniew Brzezinski, est un « soviétologue », et si l'on peut observer dans ses remarquables écrits un effort de transformation des concepts marxistes de base mis au service de la nouvelle économie politique. Sa conception, par exemple, d'une future « société technotronique » est visiblement faite pour servir à la stabilisation idéologique de la société nord-américaine. On trouverait des milliers d'exemples de ce type.

Cela devait entraîner une scission entre la pensée bourgeoise

politiquement en vigueur et la tradition représentée par l'enseignement de l'économie dans les universités occidentales. Ce fut, pour commencer, le développement de la pensée bourgeoise actuelle hors du cadre des universités. Ceux qui en sont les auteurs sortent des universités, mais il ne s'élabore plus dans les universités de pensées entrant en contradiction avec l'enseignement traditionnel. La nouvelle économie politique bourgeoise ne se sent pas chez elle dans les universités, et il en résultera probablement dans le futur une révision de l'enseignement traditionnel de l'économie destinée à conformer les universités aux pensées nouvelles déjà régnantes dans les milieux politiques bourgeois.

Nous pouvons dès maintenant, nous semble-t-il, entrevoir quelques linéaments de cette réorientation de la pensée économique même. Ainsi avons-nous mentionné le fait que la pensée de Keynes avait figuré une première confrontation avec la théorie néo-classique, sans provoquer encore de rupture. Après la Seconde Guerre mondiale, toutefois, apparaissent des pensées qui sont alors celles de la rupture et qui seront probablement d'une importance décisive pour la formation théorique de la nouvelle économie politique bourgeoise. Ainsi en est-il de certaines considérations extrêmement abstraites représentant malgré tout une référence théorique à laquelle rapporter les besoins pratiques et concrets tout à l'heure mentionnés. Nous pensons à l'importance que revêtent actuellement les débats théoriques de l'école de Cambridge (Angleterre) et à l'apparition de toute une nouvelle école d'économie qui se désigne elle-même comme néo-ricardienne (Joan Robinson, Sraffa).

Ce néo-ricardisme opère sur deux fronts. D'un côté par la critique de la théorie économique néo-classique, et de l'autre par celle de l'économie politique marxiste. Double critique dont procède l'orientation théorique abstraite de cette nouvelle économie politique bourgeoise.

En relation avec la théorie néo-classique, c'est en direction de la fonction productive de base que ce travail critique conduit sa recherche, fonction sur laquelle se construit toute la théorie. Cela débouche sur la démonstration de l'impossibilité d'une homogénéisation des facteurs de travail et de capital dans les termes de la théorie en question. Nous retrouvons le problème que Marx envisageait comme étant celui de la commensurabilité.

Toutefois, ce problème de la commensurabilité des facteurs de l'économie politique classique, Marx l'avait résolu par la théorie de la valeur-travail. Et c'est en réalité sur la seule base de cette théorie de la valeur-travail que la critique faite par Marx de l'économie politique classique devait conduire à cette thèse qui lui est propre de la transformation nécessaire de la société capitaliste en société socialiste. La nouvelle école néo-ricardienne n'en cherche pas moins à résoudre ce problème théorique de base sans tenir compte de la théorie de la

valeur-travail. Ce n'est pas ici le lieu de discuter des acquis et des faiblesses de cette théorie. Jusqu'à présent, les théoriciens néo-classiques se sont montrés hors d'état de réfuter de semblables critiques, en même temps qu'on ne peut contester l'impact de la pensée néo-ricardienne sur la pensée marxiste européenne, dont les plus éminents représentants sont en train d'abandonner jusqu'à la théorie de la valeur-travail (Dobbs, Garegnani, Napoleoni, Coletti, Benetti, Salama, etc.). Telle est l'évolution théorique qui a accompagné la formation même de ce qui s'est appelé « eurocommunisme ».

Nous nous abstenons de prédire quel pourra être le résultat de cette discussion théorique abstraite. Ce que nous aimerions montrer, c'est que l'économie politique a aujourd'hui entamé un processus de transformation rapide, dû à la nécessité de donner une interprétation des problèmes que pose la reproduction même du système et qui contraint la pensée bourgeoise elle-même à un réajustement de la pensée néo-classique, dont le monopole s'est jusqu'à présent maintenu dans les universités et dans l'enseignement de l'économie. C'est un processus de transformation qui tend à une résurgence de l'économie politique bourgeoise et dont les points d'impact sur l'économie politique marxiste elle-même sont on ne peut plus sensibles, quand bien même cette dernière aurait servi d'amorce aux nouvelles assertions avancées.

Jusqu'à quel point ces théories nouvelles s'imposeront-elles, voilà qui ne dépend certainement pas de leur seul contenu théorique. Sous son aspect théorique, l'élaboration d'une nouvelle économie politique bourgeoise qui prendrait plus d'ampleur qu'elle n'en possède à présent dépendra certainement de son aptitude à éviter de situer son fondement dans la théorie de la valeur-travail. Ce serait en effet la seule façon pour elle d'échapper à une rénovation de la critique marxiste survenue au XIX<sup>e</sup> siècle et qui conduirait la théorie bourgeoise à renoncer à une économie politique qui lui soit propre. De son côté, l'avenir de l'économie politique marxiste à son tour dépendra de la solution de ce même problème théorique. Si elle se montre incapable de récupérer la théorie de la valeur-travail, elle ne pourra opérer à nouveau une critique de l'économie bourgeoise du type de celle que fit Marx face à l'économie bourgeoise de son temps.